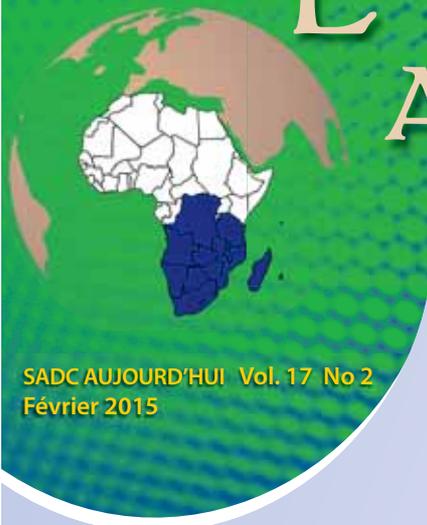


blank

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol. 17 No 2
Février 2015



2015 Intégration Régionale Vers un Avenir Commun

par Kizito Sikuka

L'ANNÉE 2015 promet d'être une période excitante pour l'Afrique australe, avec des processus régionaux cruciaux à conclure et des délais pour des étapes régionales et globales attendues durant les 12 prochains mois.

La région est supposée définir sa stratégie d'industrialisation lorsque les dirigeants des 15 États Membres convergeront au Zimbabwe cette année pour un Sommet Extraordinaire qui façonnera l'ensemble du programme d'intégration pour la région.

Le sommet, qui est provisoirement prévu pour avril/mai, discutera des moyens par lesquels la région pourrait améliorer sa capacité industrielle alors qu'elle vise à se démarquer d'une voie économique basée sur la consommation et l'exportation de produit de bases, vers une voie développementale durable reposant sur la valeur ajoutée et la bénéficiation.

Lors du Sommet tenu aux Chutes Victoria, Zimbabwe, en août 2014, Les Chefs d'État et de Gouvernement ont chargé le Groupe Ministériel de Travail sur l'Intégration Économique Régionale à se réunir d'ici mars 2015 afin de développer une stratégie et un plan pour l'industrialisation de la région.

Les dirigeants ont ordonné que l'équipe de travail ministérielle, qui inclut des ministres responsables du commerce et de l'industrie, finances, planification économique et développement de l'infrastructure soient soutenues par une équipe technique sur l'industrialisation.

Le sommet a également considéré le Projet Révisé du Plan Régional Stratégique Indicatif pour le Développement (RISDP) 2015-2020 et a entériné la décision du Conseil que le Comité des Ministres du Commerce, assisté du Secrétariat, devrait réviser la Priorité A dans le RISDP révisé, en particulier le séquencage de l'objectif de production sur le développement industriel et la libéralisation du commerce afin de garantir que la priorité soit accordée à l'industrialisation.

Le sommet a estimé que la mise en place de pilier sur le développement industriel et l'intégration du marché furent faussées en faveur de questions commerciales, avec peu de progrès accompli sur le composant de l'industrialisation.

Le Secrétariat a engagé une équipe d'experts/organisations prominentes afin de soutenir les États Membres pour développer une stratégie pratique, efficace et applicable et un plan de route pour l'industrialisation dans la région.



POLITIQUE	3
DIRECTION	4-5
PAIX & SÉCURITÉ	6
ÉNERGIE	7
UNION AFRICAINE	8-9
RISQUE DE DÉSASTRE NATUREL	10-11
CHANGEMENT CLIMATIQUE	12
COMMERCE	13
SOMMAIRE COMMERCIAL	14
ÉVÈNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16



suite page 2...

2015 Intégration Régionale Vers un Avenir Commun



L'importance de l'industrialisation était déjà reconnue par les dirigeants de la SADC en 2003 lorsqu'ils ont adopté le RISDP, qui entre autres, pladoyait pour la diversification de la structure industrielle et de l'export avec plus d'emphasis sur la valeur ajoutée dans tous les secteurs d'ici 2015.

Le Protocole SADC sur le Commerce reconnaît en outre l'importance de l'industrialisation dans le contexte de la mise en place de la Zone de Libre Échange de la SADC (ZLE).

L'Article 4(2) du Protocole SADC sur le Commerce stipule que l'élimination des taxes d'import dans le cadre de la ZLE SADC "devrait être accompagnée d'une stratégie sur l'industrialisation afin d'améliorer la compétitivité des États Membres".

Étant donné l'importance accordée à l'industrialisation, plusieurs d'initiatives ont été mises en place.

L'initiative la plus compréhensive concerne le Programme de Mise à niveau et Modernisation Industrielle (IUMP), adopté par le Comité des Ministres du Commerce en 2009 pour mettre en place le composant RISDP sur l'industrialisation.

L'IUMP cherche à renforcer la compétitivité de la capacité industrielle existante et à promouvoir le développement de la chaîne de valeur régionale dans des secteurs sélectionnées à travers la région.

En ce qui concerne la parité des sexes, 2015 est considérée comme une année marquante pour la SADC puisque c'est l'année prévue comme date butoire pour atteindre l'objectif de représentation équitable de femmes et d'hommes dans les postes décisionnels clés.

Malgré des progrès importants réalisés vers l'atteinte de l'objectif 50:50 de représentation des genres dans

les postes décisionnels, beaucoup reste encore à faire pour en garantir la réalisation d'ici fin 2015.

Selon le SADC Gender Monitor 2013 (*Suivi SADC 2013 sur la Parité des Sexes*) produit par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe pour l'Unité SADC sur la Problématique des Sexes, seuls cinq États Membres de la SADC étaient proches de l'objectif de parité au parlement à la mi-2013, ayant dépassé le seuil précédent des 30 pourcent convenu par les dirigeants régionaux.

Il s'agit des Seychelles (43,8 pourcent), l'Afrique du Sud (42,3 pourcent), le Mozambique (39,2 pourcent), la Tanzanie (36 pourcent) et l'Angola (34,1 pourcent). Le Zimbabwe (31,5 pourcent) a rejoint cette liste aux élections du 31 juillet 2013 tandis que plusieurs autres pays de la SADC restent encore en dessous de la barre des 20 pourcent.

L'Union Africaine a déclaré 2015 année de "l'Habilitation des Femmes et du Développement Vers le Programme Afrique 2063", afin d'encourager les pays à accélérer l'application des protocoles et des instruments visant à promouvoir l'égalité et la parité des sexes.

Sur la scène politique, trois pays – Zambie, Lesotho et la République Unie de la Tanzanie – iront aux scrutins pendant l'année afin d'élire un nouveau commandement.

La Zambie est allée au scrutin le 20-21 janvier afin de choisir un nouveau dirigeant suite au décès du Président Michael Sata en octobre 2014.

L'ancien Ministre de la Justice et de la Défense, Edgar Lungu a été élu président. Il devient le sixième président de la Zambie depuis l'indépendance le 24 octobre 1964.

Lungu gardera ses fonctions jusqu'aux élections générales prévues pour 2016.

La SADC assume la direction de l'UA

LA SADC a assumé la direction de l'Union Africaine suite à l'élection de son candidat, le Président Zimbabwéen - Robert Mugabe – en tant que président de l'Assemblée des Chefs d'État et de Gouvernement. Mugabe, qui est actuellement le président de la SADC, guidera l'UA pour l'année prochaine, et succède au Président Mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz. Il sera secondé par les présidents Joseph Kabila de la République Démocratique du Congo en qualité de premier vice-président; et Mahamadou Issoufou du Niger et Uhuru Kenyatta du Kenya en qualité de second et troisième vice-présidents, respectivement. □

Le Lesotho est prêt à aller aux scrutins le 28 février afin d'élire un nouveau gouvernement. Ceci fait suite à un accord SADC négocié pour avancer la date des élections de 2017 dans le but de garantir le retour à la stabilité dans le Royaume suite à la tentative présumée de coup d'état en août 2014.

Le facilitateur de la SADC, le Président Adjoint Sud-Africain - Cyril Ramaphosa, a mené l'effort régional pour rétablir la paix et la stabilité au Lesotho après les perturbations dans le pays l'année dernière.

La Tanzanie n'a pas encore fixé la date de ses élections présidentielles et parlementaires. Le pays a toujours tenu des élections au dernier trimestre de l'année.

Selon la constitution tanzanienne, le Président sortant - Jakaya Kikwete, ne participera pas aux élections puisqu'il effectue son second et dernier mandat.

La Tanzanie est également supposée tenir un referendum sur la nouvelle constitution le 30 avril. En cas d'adoption, la nouvelle constitution remplacera celle datant de 1977.

Durant l'année, la SADC sera également chargée de la situation de sécurité à l'est de la République Démocratique du Congo où les activités rebelles continuent malgré un accord de paix.

Le développement de l'infrastructure et de l'énergie demeureront des domaines d'intervention clés en 2015, puisqu'un réseau de transport efficace et rentable et des approvisionnements stables en énergie sont critiques pour une économie florissante aux niveaux national et régional.

En ce qui concerne le développement de l'énergie, on anticipe que l'Afrique australe fasse des progrès vers l'augmentation de l'usage d'énergie propre et de substitution grâce à l'établissement du Centre Régional SADC pour l'Énergie Renouvelable et l'Efficacité Énergétique.

Cinq pays au total -- Botswana, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud et Zimbabwe – ont exprimé leur intérêt à accueillir le centre, qui devrait mener la promotion du développement de l'énergie renouvelable dans la région.

Une autre étape importante pour la SADC et le reste de la communauté globale est d'accomplir les objectifs établis dans les Objectifs de Développement du Millénaire (ODMs).

La communauté globale a convenu de développer des Objectifs de Développement Durable pour le maintien du momentum réalisé dans l'application des ODMs. □

L'équipe du travail du RISDP discute la version du RISDP Révisé

CE MOIS-CIO la SADC accueillera la 4^{ème} session du groupe de travail multipartite sur la révision du Plan Régional Stratégique Indicatif pour le Développement.

La session, prévue à Harare, Zimbabwe le 22-23 février, a pour tâche de valider le contenu de la Version Actualisée Révisée du RISDP 2015-2020 et l'Ébauche du Cadre de Mise en Oeuvre pour le plan directeur.

La dernière session du groupe de travail a eu lieu aux Chutes Victoria, Zimbabwe en août 2014, après laquelle la Version Révisée du RISDP fut présentée au Conseil des Ministres pour approbation.

Le Conseil n'a cependant pas approuvé la Version Révisée du RISDP et a chargé le Secrétariat de la SADC de finaliser le document en préalimentant l'industrialisation et sa stratégie d'application pour considération en mars 2015.

La Version Révisée du RISDP 2015-2020 a été actualisée et une Ébauche de Cadre de Mise en Oeuvre a été développée.

Les deux documents sont l'objet de consultations plus approfondies avec le Groupe de Travail Ministériel sur l'Intégration Économique Régionale afin de garantir que l'industrialisation se voit attribuer la priorité à ce stade de l'intégration dans la région SADC.

Le RISDP Révisé identifie quatre priorités principales à poursuivre dans la région de 2015 à 2020.

Priorité A cherche à promouvoir le développement industriel et l'intégration du marché à travers, entre autre, le renforcement de la compétitivité productive et la capacité de l'aspect d'approvisionnement des États Membres ainsi que l'amélioration de la circulation de marchandises et la facilitation de l'intégration du marché

financier et la coopération monétaire.

Priorité B porte sur la provision et l'amélioration du soutien à l'infrastructure pour l'intégration régionale.

Priorité D concerne la promotion de programmes spéciaux de dimension régionale dans des groupements tels que l'éducation et le développement des ressources humaines; santé, VIH et SIDA et autres maladies transmissibles; la sécurité alimentaire et les ressources naturelles transfrontalières; l'environnement; les statistiques; la problématique des sexes; et les sciences, la

technologie et l'innovation, la recherche et le développement.

Les trois priorités ci-dessus seront renforcées par la Priorité C sur la promotion de la paix et la coopération en sécurité comme condition préalable pour réaliser le programme d'intégration régionale.

Le RISDP est un plan stratégique de 15 ans approuvé par les dirigeants de la SADC en 2003 comme schéma directeur pour l'intégration régionale et le développement.

Le plan est sous révision depuis 2010 dans le cadre des efforts pour réaligner le programme de développement

de la région selon les nouvelles réalités et l'émergence de dynamiques mondiales.

La première révision fut une évaluation interne par le Secrétariat de la SADC en 2010, suivie d'une révision à moyen terme en 2013, et d'une autre évaluation effectuée par le groupe de travail multipartite selon les directives du Sommet SADC 2013 tenu à Lilongwe, Malawi.

Dès l'adoption du RISDP Révisé, le plan est établi pour fournir l'impétus pour une intégration plus approfondie parmi les États Membres de la SADC. □

La SADC va développer des directives pour l'industrie extractive

L'AFRIQUE AUSTRALE est en cours de développer des lignes directives pour l'industrie extractive visant à assister la région à tirer pleinement partie et à exploiter des ressources naturelles telles que les minerais dans les réserves ou les zones protégées.

Cela lorsque l'on se rend compte que la SADC continue à figurer parmi les plus pauvres dans le monde malgré l'abondance de ressources naturelles dans la région.

Par exemple, l'Afrique australe est le foyer d'une variété de ressources naturelles y compris de minerais tels que le diamant, l'or et le platine.

De plus, près de la moitié de la production mondiale de vanadium, platine, et diamant provient de la région, ajouté à environ 36 pourcent d'or et 20 pourcent de cobalt.

A cet égard, le Secrétariat de la SADC, soutenu par l'Union Internationale pour la Préservation de la Nature (IUCN), le Programme de Gestion de la Biodiversité et de

Zone Protégée, est en cours d'engager des experts pour développer le contenu pour l'Industrie Extractive Régionale et les directives sur la biodiversité.

La directive régionale sera basée sur le schéma et les contributions suggérées lors d'un atelier sur l'industrie extractive organisé en septembre 2014 par la SADC.

L'atelier, qui a rassemblé des représentants du gouvernement, du secteur privé et de la société civile de l'industrie extractive et du secteur de la biodiversité, ont discuté, entre autre, sur la manière dont les deux secteurs peuvent mieux travailler ensemble afin de réduire les impacts de l'exploitation de minerais et d'hydrocarbure sur la biodiversité et les écosystèmes relatifs dans la région SADC.

Un projet cadre pour les directives régionales fut développé pour guider les gouvernements et le secteur privé à proactivement considérer et intégrer la biodiversité dans le

but de réduire la dégradation des services clés d'écosystème et des zones de biodiversité.

Le développement des directives va inclure une révision des directives pertinentes internationales, régionales et locales dans le contexte des industries extractives et de la biodiversité, avec en vue d'identifier le contenu clé et les références pour les directives régionales SADC dans les contrats cadre existants.

Certains des documents spécifiques à réviser incluent ce qui suit:

- Plan d'Action SADC sur la Biodiversité;
- Stratégie SADC sur la biodiversité;
- Lignes Directrices SADC afin de renforcer les Organisations opérant dans le Bassin Riverain;
- Rapport de l'Atelier EI;
- Afrique du Sud: Directive sur l'extraction et la biodiversité; et
- Autres meilleures pratiques internationales. □





Filipe Nyusi assermenté Président du Mozambique

“Le peuple Mozambican, mon patron unique et exclusif”

LE PRÉSIDENT mozambicain nouvellement élu Filipe Nyusi a été assermenté le 15 janvier durant une cérémonie rassemblant plusieurs autres dirigeants de la SADC.

Il promet de continuer avec le travail de ses prédécesseurs dans le développement du pays.

“Ma promesse est de servir le peuple mozambicain, mon patron unique et exclusif. Ma promesse est de respecter, et de garantir que les autres respectent la constitution et les lois du Mozambique. Je suis prêt. Je suis confiant qu’ensembles nous construiront un avenir prometteur pour nos enfants,” a déclaré Nyusi lors de son inauguration tenue sur la Place de l’Indépendance à Maputo.

Il a annoncé que le nouveau gouvernement “sera pratique et pragmatique” et sera “guidé par des objectifs visant à réduire les coûts et à lutter contre les dépenses publiques superflues”.

Il a promis d’aborder le problème de la criminalité et de la corruption, ajoutant qu’il consolidera les “gains fondamentaux” du peuple Mozambicain, notamment l’indépendance, l’unité et la paix nationales.

“Je ferais tout ce qui est en mon pouvoir pour garantir qu’il n’y ait plus de luttes fratricides, quel que soit le prétexte,” déclara t-il.

Nyusi a ajouté que le Mozambique sera “un partenaire stratégique dans l’affirmation d’une classe d’affaire plus extensive et robuste.”

La cérémonie d’inauguration a réuni plusieurs dirigeants régionaux, y compris Son Altesse Letsie III du Lesotho, le Président namibien Hifikepune

Pohamba, le Président Jacob Zuma de l’Afrique du Sud et Président Jakaya Kikwete de la République Unie de la Tanzanie, ainsi que le Vice-Président Phelekezela Mphoko représentant Président Robert Mugabe du Zimbabwe, actuel président de la SADC.

Le Président portugais, Anibal Cavaco Silva, était également présent à la cérémonie.

Nyusi succède au Président Armando Guebuza, après avoir gagné les élections présidentielles en octobre dernier avec plus des deux-tiers de la majorité contre le principal leader de l’opposition, Afonso Dhlakama du Renamo, et Daviz Simango du Mouvement Démocratique du Mozambique.

Il devient le quatrième président du Mozambique

depuis que le pays a gagné son indépendance du Portugal en 1975, et le premier président originaire du nord du vaste pays qui s’étend sur 2 470 kilomètres le long de la côte sud-est de l’Afrique entre la Tanzanie et l’Afrique du Sud, bien que Président Armando Guebuza, originaire du sud, ait grandi dans le nord.

Nyusi, ancien Ministre de la Défense, est né à Mueda dans la province de Cabo Delgado à l’extrême nord, qui fait frontière avec le sud de la Tanzanie.

Cabo Delgado était le noyau et le siège de la guerre de libération au Mozambique (1964-1975), soutenu par la Tanzanie.

Les deux pays ont récemment identifié des gisements importants de gaz naturel au large dans la zone frontière, et

nombre de minerais stratégiques y sont situés.

Nyusi, 56 ans, a été élevé dans le mouvement national pour la libération qui a gagné son indépendance du joug colonial.

Les deux parents de Nyusi étaient des vétérans de guerre, celle-ci commençait juste à l’époque où il fut emmené de l’autre côté de la Ruvuma, Rivière voisine, frontière avec la Tanzanie, à l’école primaire du Frelimo à Tunduru juste de l’autre côté de la frontière.

Nyusi appartient au groupe ethnique Makonde, et l’Union Nationale Africaine de Makonde (plus tard Union Nationale Africaine du Mozambique) fut l’un des premiers mouvements formés pour exiger l’indépendance, et l’un des trois partis à s’allier pour former le Frelimo en 1962. □

Le Lesotho est prêt pour les élections

LA COMMISSION Électorale Indépendante du Lesotho a déclaré que le pays est prêt à organiser des élections crédibles en février.

Commissaire Makase Nyapisi a annoncé que malgré des inquiétudes sur le statut de la liste électorale et le budget limité, la commission électorale est “déterminée à produire des élections crédibles.”

“Basotho devrait savoir que nous sommes fin prêts pour produire des élections crédibles,” informa Nyapisi dans une interview avec le journal *Sunday Express*.

Le Lesotho ira aux urnes le 28 février afin de choisir de nouveaux Membres de Parlement après que les

intervenants politiques aient convenu de tenir des élections précoces par rapport à la date originelle de 2017 pour tenter de mettre fin à l’instabilité qui a affecté le pays depuis août dernier.

Il y a 21 partis politiques et 15 candidats indépendants qui sont enregistrés auprès de la Commission Indépendante Électorale dans le but de participer aux élections.

Il s’agit de la All Basotho Convention menée par le Premier Ministre Thomas Thabane, l’opposition principale le Congrès Démocratique dirigé par l’Ancien Premier Ministre Pakalitha Mosisili, le Congrès du Lesotho pour la Démocratie mené par le Vice Premier Ministre Mothetjwa



Metsing, et le Parti National du Basotho dirigé par Morena Maseribane.

Thabane, Metsing et Maseribane ont vécu un gouvernement de coalition précaire depuis les dernières élections en 2012.

Le Vice Président Sud-africain, Cyril Ramaphosa, mène les efforts de médiation dans le royaume suite à la crise politique provoquée lorsque Thabane, confronté à une motion de censure, a suspendu le Parlement en juin 2014. □



Priorité: stabiliser l'économie

Edgar Lungu, vainqueur des élections présidentielles zambiennes

LE PRÉSIDENT Zambien récemment élu, Edgar Lungu a annoncé qu'une de ces priorités majeures est d'abord le chômage et la prestation de service.

"Notre tâche principale dans les prochains mois sera de stabiliser notre économie et de travailler vers l'achèvement de ce que nous avons commencé," déclare Lungu lors de sa cérémonie d'inauguration en présence de plusieurs dirigeants y compris le président de la SADC - Président Robert Mugabe du Zimbabwe.

"Nous voulons employer plus de personne, réduire encore plus les prix du carburant, garantir que les agriculteurs sont soutenus dans ce qui leur ait nécessaire pour obtenir une abondante récolte cette saison; permettre aux universités d'offrir des standards élevés d'éducation; garantir que des hopitaux en cours de construction soient terminés, conclure des programmes de développement structurel,

élaborer une stratégie sur le remboursement de nos dettes, créer plus d'emplois et moyens de survie pour la population, gérer nos ressources de manière plus responsable et habiliter davantage de jeunes à participer à notre économie."

Lungu est le sixième président de la Zambie depuis l'indépendance du joug colonial le 24 octobre 1964. Il a étendu l'invitation à ses opposants d'oublier leurs différences politiques et de participer

activement au processus d'édification de la nation après une campagne électorale mouvementée.

"J'ai beaucoup appris durant cette campagne et je consulterais mes collègues progressistes de l'opposition," dit-il, ajoutant que le même rameau d'olivier sera tendu aux membres mécontents du Front Patriotique (PF) au pouvoir.

Suite au décès du Président Michael Sata en octobre 2014, les membres du PF n'étaient pas

d'accord sur le candidat préféré pour les élections présidentielles.

"Je tends une main de paix à tous les membres du PF qui ne ce sont pas joint à nous dans cette vision," dit-il. Cependant, il ajouta que ceux qui veulent quitter le parti le fassent "et nous laissent remplir notre devoir."

En ce qui concerne la nouvelle constitution, il annonça qu'elle sera prête en temps voulu pour les prochaines élections générales. "Mon gouvernement vous donnera la constitution que vous désirez avant les prochaines élections générales en 2016," affirma t-il.

Lungu a remporté les élections présidentielle après avoir obtenu 807 925 de votes contre 780 168 pour son rival le plus proche Hakainde Hichilema de l'opposition principale Parti Uni pour le Développement National.

Edith Nawakwi du Forum pour la Démocratie et le Développement figurait en troisième position avec 15 321 votes, suivi de Nevers Mumba du Mouvement pour la Démocratie Multipartite avec 14 609 votes.

Tilyenji Kaunda du Parti pour l'Indépendance Nationale Unie, et fils de Kenneth Kaunda, premier président de la Zambie a obtenu 9 737 votes, Eric Chanda du Parti de la Quatrième Révolution (8 054 votes), Elias Chipimo candidat du Parti de la Restauration Nationale (6 002 votes), et Godfrey Miyanda du Parti Héritage (5 757 votes).

Dan Pule, le leader du Parti Démocratique Chrétien a remporté 3 293 votes, suivi de Ludwig Sondashi (2 073 votes) et de Peter Sinkamba du Parti Vert (1 410 votes).

Un total de 5 166 088 personnes étaient enregistrées pour voter durant cette élection décisive, selon l'ECZ. Cependant, il y eu 1 671 662 au total représentant un taux de 32,36 pourcent de participation des électeurs. □



La SADC félicite la conduite des élections zambiennes

LA SADC a salué les récentes élections présidentielles tenues en Zambie, les déclarant conformes aux directives régionales et internationales gouvernant la conduite des scrutins démocratiques.

Le Chef de la Mission d'Observation Électorale de la SADC (SEOM), Maite Nkoana-Mashabane, a expliqué que malgré quelques incidents isolés, il y avait une adhésion générale aux instruments législatifs nationaux pertinents ainsi qu'aux Principes et Directives de la SADC Gouvernant les Élections Démocratiques.

"Sur la base des observations, la Mission d'Observation Électorale de la SADC a conclu

que les Élections Présidentielles 2015 en Zambie étaient paisibles, transparentes, crédibles, libres, et justes, reflétant ainsi la volonté du peuple zambien conformément aux lois nationales et aux Principes et Directives de la SADC Gouvernant les Élections Démocratiques," expliqua Nkoana-Mashabane, Ministre Sud-Africain pour les Relations et la Coopération Internationales.

La SEOM, ayant déployé 67 observateurs, a exhorté tous les candidats, les partis politiques et autres intervenants à respecter la volonté de la population et de soutenir la législation de la Zambie en acceptant le résultat

des élections, ajoutant que toutes contestations aux résultats électoraux doivent être exprimées conformément aux lois du pays.

"La Zambie est connue pour être un pays paisible et nous faisons appel à tous les partis politiques d'adopter un comportement qui promeut la paix, la sécurité et la stabilité du pays et de ses citoyens."

D'autres missions d'observation, y compris le Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA) et l'Union Africaine, ont également loué la conduite des élections. □



La SADC se prépare pour AMANI II

L'AFRIQUE AUSTRALE accueillera cette année un exercice militaire continental, qui pavera la voie pour l'opérationnalisation des Forces de Réserve Africaine.

AMANI AFRICA II est prévu pour avril dans un pays

de la SADC, bien que la nation d'accueil reste à confirmer. Le Lesotho devait accueillir l'évènement, avant qu'il ne soit repoussé l'année passée.

L'appellation de cet exercice signifie "paix en Afrique," en Kiswahili, une langue largement

parlée dans plusieurs pays africains.

Cet exercice est organisé par la Commission de l'Union Africaine (AU) afin de valider sa capacité pour mandater et employer l'Aptitude de Déploiement Rapide des Forces de Réserve Africaine (ASF) comme intervention initiale, et gérer une opération multidimensionnelle de soutien de la paix.

L'UA vise à lancer l'ASF en 2015. Lorsqu'opérationnelle, l'ASF consistera en arrangements prévisionnels au sein des cinq sous-régions de l'Afrique, composés de capacités multidimensionnelles, y compris militaires, polices et civiles, de réserve dans leurs pays d'origine et prêtes pour déploiement rapide.

AMANI AFRICA II est cruciale pour évaluer la réaction de l'ASF pour répondre rapidement aux conflits sans être entravée par de lourdes procédures politiques et instrumentales.

Une session de formation AMANI AFRICA II a eu lieu à Harare, Zimbabwe en novembre 2014 et Christopher Chellah, commandant du Centre SADC d'Apprentissage de Maintien de la Paix Régionale (RPTC), a déclaré que la SADC était prête à accueillir l'évènement.

"Nous apprécions humblement d'avoir l'insigne honneur d'accueillir cet exercice au nom de notre continent, et également d'organiser deux cours préliminaires dans notre centre régional d'excellence," déclara-t-il.

"Cela nous prouve la grande confiance qu'accorde l'UA à notre région. Pour cela, nous sommes sincèrement reconnaissant et promettons de faire de notre mieux pour garantir que les deux cours que nous organisons, et en fait l'exercice final soient un grand succès."

Le premier exercice continental de ce genre a été mené à Addis Ababa, Éthiopie en octobre 2010 avec pour but d'évaluer la réaction opérationnelle de l'ASF.

L'exercice, AMANI AFRICA I, a fourni le résultat d'une formation de deux ans et d'un cycle de renforcement de capacité conçu pour évaluer l'efficacité de la Commission de l'UA, à travers sa Division d'Opérations de Soutien pour la Paix, à employer l'ASF pour une opération de soutien de la paix mandatée par l'UA.

Le cycle AMANI AFRICA est un effort collaboratif entre l'UA et l'Union Européenne dans le cadre de l'application d'un partenariat stratégique continu entre les deux organisations. □



La SADC continue de superviser la situation à l'est de la RDC

LA SADC continuera de superviser la situation à l'est de la République Démocratique du Congo afin de garantir le retour d'une paix et stabilité totales dans le pays.

L'est de la RDC est encore sujet à l'instabilité puisque certains groupes de rebelles, notamment les Forces pour la Libération Démocratique du Rwanda (FLDR), ont encore à déposer les armes malgré un accord atteint l'année dernière pour un désarmement total.

On rapporte la présence de plus de 3 000 FLDR en RDC, et 300 seulement, principalement des combattants agés et non-essentiels se sont rendus en décembre 2014. La date butoire du 2 janvier 2015 fixée par la SADC et la Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs (CIRGL) pour un désarmement total est désormais dépassée.

Le Président sud-africain - Jacob Zuma, également président de la Troïka SADC de l'Organe sur la Politique, la Défense

et la Coopération en Sécurité, a annoncé que la région pourrait être forcée de prendre des mesures militaires afin d'aborder la situation.

"Le Gouvernement sud-africain a pris note de la Déclaration Présidentielle du Conseil de Sécurité des Nations Unies (S/PRST/2015/1) du 8 janvier 2015 concernant le désarmement de la FLDR," dit-il dans une déclaration.

"L'Afrique du sud a réitéré l'échec de la FDLR à respecter la date du 2 janvier 2015 fixée par les Chefs d'État et de Gouvernement de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) et de la Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs pour la FDLR afin de déposer les armes volontairement ou de subir des représailles militaires, et a donc rendu l'option militaire inévitable."

La CIRGL est une organisation inter-gouvernementale des pays de la Région Africaine des

Grands Lacs, comprenant les 12 états membres. Quatre de ces pays - Angola, RDC, République Unie de Tanzanie et la Zambie - font également partie de la SADC

Président Zuma a affirmé que l'Afrique du Sud continuera, individuellement et comme intervenant du continent et de la communauté internationale, d'oeuvrer pour une paix durable en RDC et l'ensemble de la Région des Grands Lacs.

Le Rwanda et l'Ouganda voisins sont suspectés de se battre aux cotés des rebelles à l'est de la RDC, comme précédemment remarqué par la SADC, et il y a une pression internationale croissante pour le retrait de ces pays voisins.

La SADC considère que la paix est une condition préalable au développement, car il ne peut y avoir de paix sans développement. Par conséquent, la région est activement engagée dans la restauration de la situation en RDC. □

La SADC ambitionne de développer un système d'énergie intégré

par Kizito Sikuka

L'AFRIQUE AUSTRALE est engagée dans plusieurs projets afin de garantir que tous les pays soient connectés au réseau régional d'énergie qui permet aux États Membres de partager le surplus d'électricité.

Les services publics d'énergie sur la SADC continentale, à l'exception de l'Angola, Malawi et de la République Unie de Tanzanie, sont complètement intégrés au réseau d'électricité par le biais du Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP).

Le SAPP est un organe régional qui coordonne la planification, génération, transmission et commercialisation de l'électricité en Afrique australe au nom des services publics des États membres.

La non-participation de l'Angola, Malawi et Tanzanie au réseau régional d'énergie signifie que toute nouvelle capacité installée de production dans n'importe quel des trois pays n'est pas accessible par les neuf autres membres du SAPP, notamment le Botswana, la République Démocratique du Congo, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, le Swaziland, l'Afrique du sud, la Zambie et le Zimbabwe. De même, le surplus d'énergie dans les neuf pays inter-connectés ne peut pas être exporté vers les trois États membres non-participants.

Cette situation a créé des obstacles pour la majorité des pays, en particulier lorsqu'ils ferment certaines de leurs centrales de production énergétique pour réhabilitation et ne peuvent donc pas importer l'électricité des pays voisins pour satisfaire à leur propre demande locale.

Par conséquent, les services publics sont forcés au délestage, affectant les activités socio-économiques puisque l'accès à un approvisionnement adéquat d'énergie est un facteur crucial pour le développement.

Le Directeur du Centre de Coordination SAPP, Dr. Lawrence

Musaba a annoncé dans une interview sur la documentation des Histoires à Succès de la SADC qu'il est désormais prévu de connecter les trois pays au réseau régional d'énergie afin de permettre à tous les États Membres SADC sur le continent de bénéficier de toute nouvelle capacité installée de production dans ces pays.

"Dans le cas de l'Angola, nous considérons la possibilité de l'interconnecteur Namibie dont le but spécifique est de connecter l'Angola au réseau du SAPP," expliqua-t-il, ajoutant qu'une autre option serait de construire l'interconnecteur Angola-RDC.

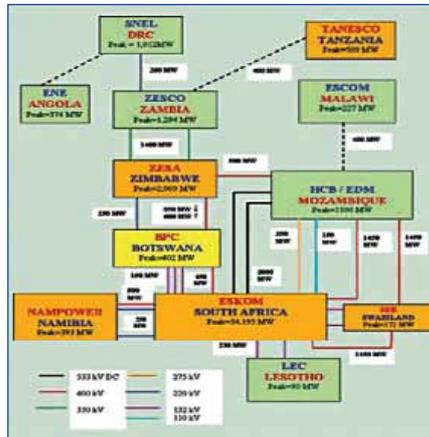
L'interconnecteur Angola-Namibie impliquerait la construction de lignes de transmission d'électricité à partir du projet de la centrale hydroélectrique Baynes en aval de la rivière Kunene, Namibie pour connecter le réseau national d'énergie de l'Angola.

L'interconnecteur Angola-RDC fait partie de l'interconnecteur Inga-Cabinda-Pointe Noire, reliant le système d'énergie de la RDC à l'Angola. Le projet comprend la construction d'une section en Angola à partir de la frontière de la RDC à Cabinda.

En ce qui concerne le Malawi, le SAPP considère deux options – une ligne de transmission connectant le Malawi à la Zambie ou une ligne connectant le Mozambique au Malawi.

La construction de l'interconnecteur Malawi-Zambie impliquera la construction de la ligne de transmission à partir de Pensulo en Zambie à Lilongwe au Malawi.

L'interconnecteur Mozambique-Malawi impliquera la construction d'une ligne électrique de la sous-station Matambo au Mozambique à Phombeya, au nord de Blantyre, capitale commerciale du Malawi. Musaba a expliqué que la seule



Kenya et la Tanzanie ont signé un accord en décembre 2014 dans le cadre duquel ils s'engagent à commencer leur projet d'interconnecteur en décembre 2015 et de s'assurer qu'il soit terminé d'ici décembre 2018.

Musaba explique que les pays ont fait preuve d'engagement pour garantir que tous les projets planifiés soient réussis, ajoutant que "nous espérons que tous demeurent engagés et s'acquittent de la

coordination." Une fois terminé, les nouveaux interconnecteurs sont supposés promouvoir le commerce régional en électricité, renforcer la sécurité de l'approvisionnement en électricité ainsi que d'encourager le commerce régional.

De plus, les interconnecteurs décongestionneront les corridors de transmission existants, et apporteront une autre voie qui intégrera complètement tous les pays continentaux de la SADC au réseau régional d'énergie. □

option viable pour la Tanzanie est une nouvelle ligne de transmission communément connue sous l'appellation Zambie-Kenya-Tanzanie.

La ligne projetée connectera la Tanzanie au réseau du SAPP, et connectera également le Pool d'Énergie de l'Afrique de l'Est (EAPP) au SAPP, permettant au pays de l'Afrique de l'Est de partager le surplus d'électricité avec ceux de l'Afrique australe.

Selon le SAPP, la construction des interconnecteurs va bientôt commencer. En fait, la Zambie, le

Le SAPP obtient un financement de la Banque Mondiale

LE POOL d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP) a obtenu US\$20 million de subvention du Programme pour l'Accélération des Projets d'Énergie Transformationnelle en Afrique.

Le programme, soutenu par la Banque Mondiale, prévoit d'identifier en priorité la génération et les investissements de transmission associée qui peuvent fournir efficacement et durablement un approvisionnement adéquat en électricité dans la région et soutenir l'intégration et le commerce en énergie dans la région.

Le SAPP a l'intention d'employer une partie des fonds pour la préparation d'un

nouveau plan régional de génération et transmission couvrant la période jusqu'à 2040.

Le pool d'énergie cherche actuellement un consultant afin de préparer un cadre de gestion environnementale et sociale pour le programme.

La Banque Mondiale a indiqué que les fonds, qui ont été approuvés en novembre dernier, soutiendront la préparation d'études de faisabilité techniques, économiques et financières, les évaluations environnementales, la documentation juridique et les travaux consultatifs de transaction financière, mais ne financeraient aucune infrastructure ou activités physiques. □



Vers l'unité, prospérité, stabilité africaine

Année de "l'Habilitation de la Femme et du Développement vers

LA 24^{ÈME} Session de l'Assemblée du Sommet de l'Union Africaine tenue le 30-31 janvier à Addis Ababa, Éthiopie, s'est terminée sur les observations finales du Président nouvellement élu de l'UA, S.E. Robert Mugabe, qui est Président de la République du Zimbabwe et le Président en exercice de la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC). Le Président de l'UA a exprimé sa satisfaction sur l'adoption de la structure UA pour *Programme 2063*, expliquant que "nous nous sommes engagés aux idéaux pan-africains de nos pères fondateurs pour l'Afrique que nous voulons".

Il a exhorté les États Membres de l'UA à appliquer toutes les décisions adoptées durant le sommet "car c'est la seule manière pour les états africains de multiplier leurs ressources pour le bénéfice de leurs populations," et a exhorté les États Membres de contribuer pleinement, suite à la décision sur les sources alternatives de financement pour les activités de l'UA. "Durant mon mandat à la présidence, je provoquerai délibérément vos réflexions d'accorder une attention particulière aux problèmes d'infrastructure, la valeur ajoutée et la bénéficiation, l'agriculture et le changement climatique dans le contexte de développement de l'Afrique."

Union Africain

PROGRAMME 2063

NOS ASPIRATIONS POUR L'AFRIQUE QUE NOUS VOULONS

1. Une Afrique prospère basée sur une croissance inclusive et un développement durable
2. Un continent intégré, politiquement uni et basé sur les idéaux du Panafricanisme et de la vision de la Renaissance de l'Afrique
3. Une Afrique de bonne gouvernance, démocratie, respect pour les droits de l'homme, la justice et l'état de droit
4. Une Afrique paisible et sûre
5. Une Afrique avec une forte identité culturelle, un héritage commun, des valeurs et éthiques
6. Une Afrique où le développement est mené par la population, en libérant le potentiel de ses femmes et de ses jeunes
7. Une Afrique en tant qu'intervenant global solide, uni, influent et partenaire.

Le sommet a adopté plusieurs décisions qui visent à intensifier l'intégration continentale et à promouvoir le développement socio-économique. □

L'UA doit devenir auto-suffisante, chercher des sources alternatives de financement

L'UNION AFRICAINE a convenu de mettre en place des mesures afin de garantir l'indépendance financière et l'auto-suffisance. Un groupe de travail ministériel a proposé une série d'options non-exhaustives et non-contractuelles aux niveaux national, régional et continental telles que le prélèvement de taxes sur les billets d'avion, les hôtels et les SMS; et de concevoir un mécanisme de responsabilisation afin de garantir "une gestion financière sans faille, efficace et efficiente."

Il est prévu de mobiliser environ US\$600 millions par an, et dans les cinq ans l'UA pourrait payer 100 pourcent de ses coûts en utilisant ses propres fonds. "Il est important que nous fassions ce que nous voulons et non pas ce que d'autres gouvernements nous paient pour faire," déclara la Présidente de la Commission de l'UA - Nkosazana Dlamini Zuma - en recommandant l'action à cet égard. Tous les États Membres en retard sur le paiement de leur contribution furent encouragés à les régler.

Le sommet a convenu de déterminer un échelle appropriée d'évaluation pour contribution afin que l'UA puisse assumer son budget conformément aux principes suivants. Les États Membres financeront:

- a) Budget d'exploitation à 100%;
- b) Budget de Programme à 75%;
- c) Budget d'opérations de maintien de la paix à 25%. □

Les dirigeants africains s'expriment sur l'épidémie d'Ebola...

L'UNION AFRICAINE a reconnu le rôle des bénévoles africains dans la lutte contre l'Ebola, a recommandé l'extension du mandat de l'Assistance UA à l'Épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, et a demandé aux institutions financières internationales et aux partenaires d'annuler la dette des trois pays affectés (Guinée, Libéria et Sierra Leone). Les dirigeants africains ont exhorté la Commission de l'UA à mobiliser des fonds pour l'établissement du Centre Africain pour le Contrôle et la Prévention de Maladie (CPM Africain) d'ici mi-2015. □

Le candidat de la SADC élu à la présidence de l'UA Président Mugabe va diriger l'Union Africaine

UN VOTE de confiance pour la SADC marqua le Sommet de l'UA lorsque Président Robert Mugabe du Zimbabwe, fut élu président de l'organe continental, et il sera assisté par Président Joseph Kabila de la République Démocratique du Congo (RDC) en tant que premier vice-président.

Présidents Mahamadou Issoufou du Niger et Uhuru Kenyatta du Kenya seront second et troisième vice-présidents, respectivement.

Dans son discours d'inauguration, Mugabe a exhorté à une coopération plus profonde parmi les états membres.

"Nous demandons de vous un zèle renouvelé sans limite, un engagement et une dédication dans les programmes et les projets d'exécution que nous nous sommes fixés dans les divers secteurs politiques, sociaux, économique et de sécurité."

Il rappela qu', "Il y a plus de cinq décennies, j'ai eu l'unique privilège, en tant que représentant du ZANU, un mouvement de libération l'époque, d'assister à l'occasion historique de la fondation de l'Organisation de l'Unité Africaine en 1963, ici à Addis Ababa. C'était en effet une occasion de grande importance

durant laquelle l'Afrique a saisi avec détermination son destin dans ses propres mains.

"Je me souviens encore, assez nettement de la résolution collective, palpable, du dévouement et de l'engagement de nos aïeux, d'unir et de libérer notre continent des fléaux jumeaux du colonialisme et de la pauvreté. Notre liberté et nos progrès socio-économiques, que nous avons réalisé à ce jour, sont d'amples témoignages de la justesse de la vision de nos aïeux. L'Afrique a réalisé des progrès considérables depuis lors ..." □

"Les ressources perdues doivent être retournées" Déclaration Spéciale sur les Mouvements Illicites de Capitaux

LES CHEFS d'État et de Gouvernement Africains ont exprimé leur inquiétude quant à "l'augmentation et l'ampleur des Mouvements Illicites de Capitaux hors de l'Afrique, en particulier de nos industries extractives et nos ressources naturelles", disant que cela constitue un "obstacle majeur au développement social et économique durable." L'Union Africaine estime que le continent a perdu "jusqu'à US\$1,8 trillion entre 1970 et 2008 et continue de perdre des fonds considérables évalués à près de \$150 billions par an" dû à la fuite illicite de capitaux, surtout par fraude fiscale et mauvaise évaluation des tarifs commerciaux et des services par les compagnies multi-nationales, dévoilant que cela est causé par de faibles institutions, en particulier pour l'administration des impôts et la supervision, ainsi que la corruption des agences gouvernementales, l'instabilité politique et les conflits. Le sommet a déclaré son engagement pour mettre fin aux mouvements illicites chroniques de capitaux, et sa détermination pour garantir que toutes les ressources financières perdues à travers la fuite illicite de capitaux soient identifiées et rendues à l'Afrique afin de financer le Programme de développement. □



le Programme 2063"



UNION AFRICAINE



Paix et Sécurité

L'état de la paix et de la sécurité en Afrique

LE CONSEIL sur la Paix et la Sécurité a signalé durant la 24^{ème} session de l'Assemblée de l'UA une amélioration générale de la situation politique en Afrique, cependant l'instabilité qui sévit dans certaines régions dérange le développement. "L'Assemblée apprécie les progrès qui continuent en termes de

consolidation de la paix et reconstruction post-conflit," stipule une déclaration finale, ajoutant que "l'Afrique continue à faire face à de sérieux problèmes dans le domaine de la paix et de la sécurité, qui boycottent les efforts de développement socio-économique, causent des conséquences humanitaires

catastrophiques et contribuent à projeter une image négative."

Les dirigeants ont noté l'aggravation du terrorisme et d'un extrémisme violent dans certaines parties de l'Afrique, tel que démontré par les attaques perpétrées par différents groupes terroristes, y compris Al Shabaab, Lord's Resistant Army, Boko Haram, Al-Qaida dans le Maghreb islamique, et les groupes Ansar al-Sharia." A cet égard, le Sommet exhorte "tous les États Membres à se mobiliser pour vaincre" ces groupes terroristes. □

Sur le déploiement de la capacité africaine pour une réponse immédiate aux crises et la capacité de déploiement rapide des forces africaines d'intervention

L'ASSEMBLÉE DE UA a décidé de déléguer ses pouvoirs en vertu de l'Article 4 (h) de l'Acte Constitutif au Conseil de l'Union Africaine pour la Paix et la Sécurité (PSC) afin d'autoriser le déploiement rapide, avec les clauses suivantes:

"Le Conseil de l'Union Africaine pour la Paix et la Sécurité devra immédiatement rapporter un tel déploiement dans les 90 jours ou à la prochaine session de l'Assemblée pour rectification; et

les États Membres qui sont des Nations Bénévoles (VNs) ou qui contribuent des ressources pour une Force d'Intervention devront être représentés et participer dans les délibérations du Conseil pour la Paix et la Sécurité sur une éventuelle mission d'intervention ACIRC/ASF-RDC." □

Une Afrique unie sur la question du changement climatique et mise en oeuvre des objectifs relatifs à l'eau et à l'assainissement

LES LEADERS Africains ont chargé la Commission de l'UA de soumettre régulièrement un rapport au Sommet sur la mise en oeuvre des programmes et des projets sur le changement climatique. Le Sommet a également décidé d'accélérer l'application des engagements pour la concrétisation des objectifs relatifs aux eaux et à l'assainissement, et a demandé à la Commission de l'UA de coordonner l'exécution du Plan d'Action. □

L'Afrique du Sud sera l'hôte du prochain Sommet de l'UA

LE PROCHAIN Sommet de l'UA en juin-juillet 2015 aura lieu en Afrique du sud, qui en était l'hôte en 2002 lorsque l'Union Africaine fut formée à partir de l'Organisation de l'Unité Africaine. Le sommet de l'UA est traditionnellement tenu deux fois par an, en janvier/février au siège de l'UA à Addis Ababa, Éthiopie tandis que le deuxième est accueilli dans un autre état membre. □

L'Afrique honore Mwalimu Julius Nyerere

L'AFRIQUE HONORERA un de ses pères fondateurs, Julius Kambarage Nyerere, Feu le Président de la République Unie de Tanzanie, en donnant son nom au nouvel Immeuble pour la Paix et la Sécurité au siège de l'UA à Addis Ababa, Éthiopie.

La Tanzanie fut l'hôte du Comité de Libération pour l'organisation continentale dès son inception en 1963 jusqu'à l'accomplissement de sa mission en 1994 avec l'indépendance des pays africains du pouvoir colonial et la fin de l'apartheid en Afrique du Sud.

Mwalimu Nyerere présida les États de la Ligne de Front qui soutenaient les mouvements de libération en Afrique australe et son pays a beaucoup contribué en abritant les combattants pour la libération et en leur fournissant assistance logistique et militaire ainsi que formation.

Dans un discours au Conseil Législatif en 1959, avant que son propre pays n'ait obtenu l'indépendance, Nyerere a dédié son peuple et son pays à la libération du continent.

"Nous, le peuple du Tanganyika, souhaiterions allumer une torche et la placer au sommet du Mont Kilimanjaro qui brillerait au delà de nos frontières donnant de l'espoir là où il y avait du désespoir, de l'amour là où il n'y avait que haine, et dignité là où il n'y avait qu'humiliation."

Il est considéré comme le père de la libération africaine, "Il porta la torche qui libéra l'Afrique." □



L'Afrique aspire à une zone de libre échange à l'échelle continentale

LES DIRIGEANTS Africains ont réaffirmé leur engagement pour lancer une Zone Continentale de Libre Échange (CFTA) d'ici 2017 afin de promouvoir la circulation aisée de produits, services et populations à travers le continent.

Durant la 24^{ème} Assemblée de l'Union Africaine, les dirigeants ont convenu de commencer les négociations pour la CFTA en juin de cette année, et a chargé le président du Comité Supérieur du Commerce Africain et la présidente de Commission de l'UA à s'engager dans des consultations de haut niveau.

La CFTA émergera des zones existantes de libre échange dans les blocs économiques sous-régionaux, créant un marché combiné de plus de 50 pays africains, avec une population excédant un milliard de personnes et un Produit Intérieur Brut de plus de US\$3,4 trillions.

Les États Membres de l'UA se sont également ré-engagés à mettre en oeuvre la Décision de Yamoussoukro vers l'Établissement d'un Marché Unique de Transport Aérien Africain d'ici 2017. □

Université Panafricaine

LA 24^{ème} session ordinaire de l'Assemblée de l'Union Africaine a nommé le Président et le Vice-Président du Conseil pour l'Université Panafricaine (UPA) pour un mandat de trois ans, et ces deux représentants universitaires au niveau supérieur sont sélectionnés parmi les États Membres de la SADC – Professeur Tolly S. Mbwette de la République Unie de Tanzanie et Professeur Paulo Horácio de Sequeira e Carvalho de l'Angola, respectivement. L'Assemblée a désigné la République du Cameroun comme pays d'accueil pour le rectorat de l'UPA. □



Mutharika: Cela n'est jamais arrivé à cette échelle auparavant dans l'histoire de notre pays

Des inondations généralisées mettent le système d'alerte de la SADC à l'épreuve

par Admire Ndhlovu

LES RÉCENTES inondations qui ont affecté des régions de l'Afrique australe ont encore une fois mises à l'épreuve les stratégies régionales de gestion de désastre naturel.

Chaque fois que des inondations sévissent dans la région, il y a perte de vie, et destruction de biens et d'infrastructure telle que les habitations, les écoles, les artères routières et les voies ferrées.

Les inondations ont augmenté les risques sanitaires vu que les sources d'eau sont contaminées et des maladies hydriques telles que la diarrhée et le paludisme se propagent facilement.

Des dizaines de milliers de personnes au Malawi, Mozambique, Zimbabwe et Madagascar ont été sévèrement affectées par les inondations causées par la Tempête Tropicale Chedza, qui a commencé en décembre et est supposée continuer tout au long de février.

Le Malawi a été le plus touché par les inondations en cours. Plus de 200 personnes ont péri et 500 000 de plus sont déplacées, selon les rapports médiatiques provenant du pays.

La dévastation extensive des cultures, du bétail et de l'infrastructure est survenue dans les districts du sud de Nsanje, Chikwawa, Phalombe et Zomba.

Comme mesures réactionnelles, Président Peter Mutharika a déclaré l'état d'urgence dans 15 districts.

"Je suis profondément inquiet en ce qui concerne la situation sur le terrain, des habitations se sont écroulées, d'autres personnes ont péri à cause de ces inondations qui ont affecté

quinze districts dans notre pays, une situation à laquelle nous sommes confrontés pour la première fois dans l'histoire de notre pays," dit-il après avoir rendu visite aux personnes affectées dans le district de Mangochi au Lac Malawi.

Le gouvernement malawien a encouragé les personnes résidant dans les zones sujettes aux inondations de déménager urgemment dans les hautes terres afin d'éviter plus de pertes humaines. Les hélicoptères militaires sud-africains ont assisté dans les opérations de secours et de relocalisation des habitants des zones affectées.

Le Mozambique est confronté à des difficultés similaires.

"Les inondations ont tué 117 personnes, plus qu'aux dernières statistiques d'il y a une semaine comptant 84 morts," annonce le ministre adjoint de la santé du Mozambique, Mouzinho Saide.

La majorité des décès sont survenus dans la région côtière centrale de Zambezia, dit-il.

Plus de 150 000 personnes ont été affectées.

Dans le bassin de Licungo, les ponts ont été détruits, la ligne de transmission transportant l'électricité à partir du barrage de Cahora Bassa vers les provinces nord de Nampula, Niassa et Cabo Delgado a été détruite.

Pour ce qui est de l'agriculture, 27 838 foyers ont souffert des pertes de cultures sur une superficie de 33 648 hectares.

Le Conseil des Ministres au Mozambique a déclaré une alerte rouge institutionnelle le 12 janvier pour les parties centrales et nord du pays suite aux lourdes pluies qui ont causé des inondations sévères.

Zimbabwe a également eu des inondations, les provinces les

plus affectées étant Manicaland, Mashonaland Central, Mashonaland Est, Mashonaland Ouest et Midlands.

Selon des évaluations préliminaires, approximativement 6 000 personnes ont été affectées, desquelles 2 500 ont urgemment besoin d'assistance. La population affectée a déménagé vers les hautes terres, dont une partie se réfugiant dans les écoles.

Le Secrétariat de la Commission des Cours d'Eau du Zambèze (ZAMCOM) supervise étroitement la situation des inondations au Malawi et au Mozambique en utilisant la surveillance aérienne pour offrir des avertissements précoces à ces pays.

"Cela est effectué en usant du Système d'Information et d'Observation des Eaux (WOIS) où des images satellites radar libre provenant de la mission Copernicus Sentinel-1 sont converties en cartes montrant le développement et l'étendue actuelle des inondations," expliqua ZAMCOM dans un communiqué.

"Les informations collectées sont importantes pour mieux évaluer la situation des inondations au Malawi et le développement d'un outil de prévision opérationnelle des inondations pour ZAMCOM. Avec ce système, ZAMCOM pourra démontrer l'étendue des inondations et les niveaux des eaux grâce à des outils de pointe de modélisation."

L'intensité et la fréquence accrues des inondations dans la SADC sont liées aux fluctuations climatiques.

Selon le rapport du 5^{ème} Panel Intergouvernemental sur le Changement Climatique publié en mars 2014, les températures à

la surface du sol à travers le bassin du Zambèze et le reste de l'Afrique australe a augmenté de 0,5°C ou plus durant ces 50 à 100 dernières années, alors que le niveau global de la mer s'est élevé de 19 centimètres entre 1901 et 2010. De telles conditions météorologiques sont idéales pour les tempêtes tropicales.

Bien que l'Afrique contribue relativement peu au réchauffement global, la région souffre de ses effets.

Avec des répercussions accrues du changement climatique, il est nécessaire d'intensifier les efforts d'intervention au niveau national et régional.

Le Mozambique, par exemple, a mis en place un mécanisme dynamique de réponse depuis les inondations dévastatrices de l'an 2000 qui ont entraîné la mort d'environ 700 personnes.

Le gouvernement, par le biais de l'Institut National pour la Gestion de Désastre Naturels, réservé environ US\$275 millions pour la réduction de risque de désastre, y compris les risques d'inondation.

Au niveau régional, le Secrétariat de la SADC et les Nations Unies ont signé un Protocole d'Accord (MoU) 2014 afin d'établir une structure de coopération visant à renforcer les mécanismes régionaux d'intervention aux désastres en Afrique australe.

L'accord cherche à améliorer les capacités de la SADC et des États Membres dans la gestion des risques de catastrophes naturelles, ainsi que de plaider pour les droits de la population pauvre affectée par les conflits sociaux et les catastrophes naturelles. □

Peu de progrès quant aux négociations sur le changement climatique

par Eglina Tauya

LES NÉGOCIATIONS en cours sur la climatique globale ont montré peu d'urgence, malgré l'évidence croissante de l'amenuisement de la marge de manoeuvre pour inverser le changement climatique.

Bien que la 20^{ième} Conférence des Parties (COP20) de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (UNFCCC) tenue à Lima, Pérou en décembre 2014 se soit conclue sur un pacte qui forme la base d'un accord global sur la manière d'aborder le changement climatique, la question est de savoir si cet accord freinera un changement climatique catastrophique pour la plupart des pays en voie de développement qui en subissent déjà les effets avec peu de capacité pour y pallier.

Selon le rapport du 5^{ième} Panel Intergouvernemental sur le Changement Climatique (IPCC) les températures de la surface du sol à travers l'Afrique australe a, par exemple, augmenté de 0,5°C ou plus au cours des 50-100 dernières années, tandis le niveau global de la mer s'est élevé de 19 cm entre 1901 et 2010.

Les fluctuations de température, pluviométrie et montée du niveau de la mer ont augmenté l'incidence de paludisme dans certaines parties de l'Afrique australe et changé les pratiques agricoles.

La plupart des pays en voie de développement craignent que l'accord convenu au Pérou, baptisé "Accord de Lima", manque d'actions spécifiques nécessaires pour aborder les pre-2020 émissions visant à contenir le réchauffement en dessous de 2°C, niveau considéré sans danger par les scientifiques.

L'Accord de Lima stipule que tous les pays auront à soumettre des plans pour contrôler les émissions de gaz de serre, connus sous le terme "Contributions Déterminées Nationalement Conçues (INDC)," à l'ONU d'ici la date butoire informelle du 31 mars 2015.

L'accord, cependant, n'a pas fourni de structure, d'évaluation des besoins ou des critères d'information pour les rapports INDCs.

Cela signifie pour l'Afrique qu'il n'y a aucune garantie que les INDCs des pays développés, responsables des principales émissions passées et présentes, seraient suffisantes pour maintenir la hausse de température en dessous de 2°C.

Dans l'accord 1992 sur le changement climatique, seules les nations développées étaient obligées de réduire les émissions selon le principe de responsabilités communes mais différenciées et les capacités respectives.

Bien que les INDCs soient une bonne chose, elles vont probablement offrir la possibilité pour tous les pays de décider de sa propre action climatique à l'avenir, avec aucune référence sur ce qu'exigent la science, les populations et la justice, et sans structure réglementaire précise.

Cela prévoit pour les engagements volontaires par rapport aux engagements juridiquement contractuels tel qu'était le cas avec le Protocole de Kyoto.

De plus, les INDCs affaibliront probablement les obligations morales et juridiques des pays développés pour le transfert de finance et technologie.

Les INDCs ouvrent une avenue pour plus d'expansion de l'expérience ratée sur les

marchés de carbone, y compris la possibilité de crédits carbone des forêts et des sols, qui boycotte les droits fonciers pour les communautés et serait dévastatrice pour les communautés agricoles et forestières en Afrique australe tout en bloquant la transformation nécessaire.

Alors que les pays développés insistent pour que les INDCs portent uniquement sur l'atténuation, les pays en voie de développement ont soutenu que les INDCs devraient inclure l'assistance des nations riches, qui ont causé le problème, dans le transfert de l'adaptation, financière, technologique et le renforcement de capacité.

Les pays développés n'ont pas réussi à fournir des garanties pour une assistance financière spécifique et prévisible. Au lieu de cela, ils appellent les pays en "mesure de le faire" d'offrir assistance. Auquel cas, les pays vulnérables devront se contenter de l'aide des bailleurs de fonds.

La Conférence de Lima a réitéré la demande aux nations développées de mobiliser US\$100 milliard d'aide au changement climatique pour les nations en voie de développement d'ici 2020. Cependant, l'Afrique australe et le reste du continent voulait que les nations développées fixent un calendrier précis pour un échelonnement annuel des fonds.

Le texte de l'Accord de Lima "demandait" seulement que les nations développées "renforcent les éléments quantitatifs et qualitatifs disponibles d'un parcours" vers 2020.

Cela ne fournit ni feuille de route détaillée pour action immédiate par les pays développés, ni promesse pour urgemment revisiter, réviser, ou examiner les engagements pris précédemment.



Une autre déception pour l'Afrique fut la question de perte et dégat causés par les effets du changement climatique. Depuis les négociations de Varsovie en 2013, l'Afrique a demandé de spécifiquement inclure les pertes et dégats causés par les effets du changement climatique qui ne peuvent être traités indépendamment par l'exercice d'adaptation.

Les pays développés, cependant, préfèrent inclure perte et dégat dans l'exercice d'adaptation.

Ils craignent que permettre des négociations sur les pertes et dégats n'entraîne qu'ils soient légalement obligés de payer une compensation aux pays en voie de développement en raison de leurs émissions de gaz de serre dans le passé.

L'Accord de Lima contient des déclarations conflictuelles telles que la "Clause pour perte et dégat pour les cas où la mitigation et l'adaptation ne seraient pas suffisantes" comme l'une des options et "aucune référence sur perte et dégat" comme autre option à considérer dans l'accord final.

Avec un texte aussi conflictuel dans les résultats de Lima, ce qui est clair c'est que les perspectives pour un nouvel accord n'avantageront probablement pas l'Afrique, et les pays développés réussiront éventuellement à négliger la responsabilité historique dans l'accord final supposé être adopté en décembre 2015. □



Expansion du commerce intra-régional

LE COMMERCE intra-régional en Afrique de l'est et australe est en expansion stable et a triplé au cours de la décennie allant de 2004 à 2014.

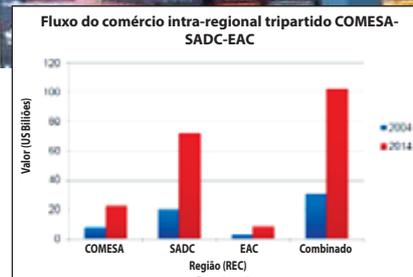
Le président de l'Équipe de Travail Tripartite COMESA-EAC-SADC, Sindiso Ngwenya l'a mentionné dans sa présentation lors du 24^{ème} Sommet de l'Union Africaine sur les progrès vers le lancement de la Zone de Libre Échange Tripartite (ZLE).

Le Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA)- la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC)-SADC visent à l'établissement du plus large marché intégré en Afrique, couvrant 26 pays en Afrique de l'est et australe d'ici 2016.

Cet arrangement intégré créera une population combinée de près de 625 millions de personnes couvrant la moitié des états membres de l'UA et un

Produit Intérieur Brut d'environ US\$1,2 trillion.

Ngwenya, qui est également le secrétaire général du COMESA, a expliqué que la croissance en Afrique de l'est et australe a pris place sur la base des ZLEs individuelles des trois Communautés Économiques Régionales (CERs), ajoutant que l'Union en attend plus dès que la



ZLE Tripartite deviendra opérationnelle.

Il précisa que l'intra-commerce combiné des trois CERs pour la période 2004-2014 s'est accru de US\$30,6 milliards à US\$102,6 milliards, avec le commerce intra-SADC s'élevant de US\$20 milliards à US\$72 milliards au cours de la même période. (Voir tableau)

Le COMESA a enregistré une croissance du commerce intra-régional de US\$8 milliard à US\$22 milliards, tandis que l'EAC a enregistré une croissance de US\$2,6 milliards à US\$8,6 milliards.

"Je suis confiant que l'établissement de la ZLE COMESA-EAC-SADC suivra le même parcours d'expansion, cependant à un rythme de croissance plus accéléré et, soutenu par l'infrastructure et les programmes d'industrialisation," déclara t-il. □

Plus de pays adhèrent au système de paiement électronique régional

UN TOTAL de neuf pays participent désormais au système de paiement électronique régional établi par la SADC il y a environ deux ans, une hausse par rapport à quatre lors de l'inauguration en juillet 2013.

Le Système SADC de Paiement Électronique Régional Intégré (SIRESS) vise à faciliter les transferts électroniques dans la région en remplaçant les instruments imprimés tels que

les traites bancaires et les chèques.

Par exemple, le SIRESS permet aux pays participants de déclarer des fonds à travers les frontières le même jour, à moindre frais. Auparavant, une déclaration de fond par les systèmes imprimés prenaient entre sept et vingt et un jours ouverts.

"Nous avons commencé avec quatre pays - Lesotho, Namibie, Afrique du Sud et Swaziland,"

expliqua l'administrateur supérieur de programme SADC pour l'investissement, Thembi Langa, ajoutant que cinq de plus ont depuis souscrit au SIRESS - Malawi, Île Maurice, République Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Il est prévu que la République Démocratique du Congo y adhère bientôt, par rapport à 2016 pour tous les États Membres de la SADC. □

Facilité commerciale de la SADC désormais opérationnelle

LA SADC a établi une unité de soutien afin de faciliter la mise en place d'un Mécanisme SADC Relatif au Commerce, qui est devenu opérationnel en janvier.

L'unité fonctionne sous l'égide de la Direction pour le Commerce, l'Industrie, les Finances et l'Investissement.

Le Mécanisme Relatif au Commerce (TRF) vise à renforcer l'application du Protocole Commercial SADC et l'Accord de Partenariat Économique Union Européenne-SADC (APE) pour augmenter le volume commercial intra-régional parmi les États Membres de la SADC.

Le Groupe SADC APE se compose du Botswana, Lesotho, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud et Swaziland.

Les autres membres de la SADC négocient les APes dans le cadre d'autres groupes régionaux tels que l'Afrique Centrale ou l'Afrique de l'Est et Australe.

L'Unité du Mécanisme d'Assistance TRF fut établie grâce à un accord de contribution entre l'UE et la SADC et fournira entre autre une assistance technique aux pays dans l'application de leurs engagements pris sous l'égide du Protocole SADC sur le Commerce et de l'APE avec l'UE.

Le TRF, qui est projet de €32 millions financé dans le cadre du 10^{ème} Fonds de Développement Européen, comprend deux volets financiers:

- Un volet du Protocole Commercial SADC afin de garantir un plus haut niveau de conformité et l'application des engagements pris par les pays de la SADC dans le cadre du Protocole Commercial; et
- Un volet APE qui facilite la mise en oeuvre et la supervision efficace de la SADC-UE APE, dans le but de

renforcer ses avantages potentiels, particulièrement en termes d'accès amélioré au marché.

Les zones d'intervention comprennent la coopération des douanes et la facilitation commerciale, aborder les barrières techniques au commerce et les mesures sanitaires et phytosanitaires, le développement industriel, la facilitation des services commerciaux, la promotion et le développement du commerce, et l'assistance sur les ajustements relatifs au commerce.

Le TRF visera à aborder les obstacles à la mise en oeuvre subis par les États Membres de la SADC dans leurs programmes de développement du commerce et de l'industrie afin d'augmenter le commerce intra-SADC.

Il complètera d'autres programmes d'intégration

régionale tel que le Projet de Préparation et de Mécanisme de Développement (PPDF) et le Soutien à l'Intégration Économique Régionale (REIS).

Le PPDF vise à combler le vide dans la provision d'infrastructure pour améliorer la compétitivité et faciliter le commerce régional et international, tandis que le REIS se concentre sur l'amélioration de la capacité pour renforcer l'intégration économique régionale.

Le TRF est spécifiquement visé au niveau national des obstacles et contraintes d'exécution, qui sont identifiés par les pays même au moyen de leurs programmes nationaux indicatifs.

Les projets et programmes devraient être consistants avec la stratégie d'intégration de la SADC et les plans de développement national des États Membres. □



Il est temps de mettre un terme à la fuite illicite de capitaux hors de l'Afrique

SELON LES nouvelles estimations, les pays en voie de développement perdent de l'argent à travers des voies illicites à un taux deux fois plus élevés que la croissance de leurs économies.

De plus, le volume total de ces fonds perdus semble augmenter rapidement. Des résultats de l'Intégrité Financière Globale (GFI), re-confirment les estimations précédentes stipulant que les pays en voie de développement perdent près d'un trillion de dollars par an par le biais de l'évasion de taxe, la corruption et autres crimes financiers surtout par des investisseurs étrangers.

Le rapport, qui couvre la décennie jusqu'à 2012 montre que le taux de flots vers l'extérieur a beaucoup augmenté.

En 2003, par exemple, le capital illicite cumulatif sortant des pays en voie de développement était estimé à US\$297 milliards comparé à US\$991 milliards en 2012.

Un des mécanismes les plus communs pour faire circuler cet argent a été la falsification de factures commerciales.

Les avenues potentielles incluent l'écrémage illégal de, ou le transfert de profits dans les pays en voie de développement, exécutés par des entités criminelles, des officiels corrompus et des corporations malhonnêtes. □



Vers le commerce intra-Afrique

LE PRÉSIDENT de l'Afrique du Sud, Jacob Zuma a annoncé que les pays africains travaillent ensemble afin d'éliminer les barrières qui entravent le commerce intra-africain.

"Nous réalisons que si vous êtes en Afrique il est difficile d'agir et nous disons qu'il faudrait agir rapidement afin de réaliser notre conviction que la relation commerciale intra-Afrique est importante et dès que nous aurons l'infrastructure, elle ne devrait pas être bloquée par différents pays," a déclaré Zuma lors du récent Forum Économique Mondial tenu à Davos, Suisse.

"Je sais que les règlements sont les plus gros obstacles pour les investisseurs. Nous examinons ces questions pour essayer de faciliter les choses [pour que les investisseurs investissent]. Nous étudions également comment les investisseurs peuvent faire des affaires facilement sans se heurter aux bureaucraties compliquées. Ce sont des questions à l'étude," précisa t-il.

Il ajouta que bien que l'Afrique soit dotée d'industriels qualifiés, il est malheureux que ces derniers s'expatrient dans des pays hors du continent parce qu'il

n'existent pas d'industries dans leurs propres pays pour utiliser leurs compétences.

"Nous croyons que dès que nous aurons l'infrastructure, nous avons l'énergie, ces

compétences reviendront dans le pays et elles ne quitteront pas le continent. Ainsi, donc la pénurie de compétences ne sera pas un problème et nous travaillons sur ces questions." *SAnews.gov.za* □

Namibie vise à devenir un centre régional pour la SADC

LA NAMIBIE a publié un plan directeur visant à transformer le pays en un centre régional pour les pays de la SADC.

Prescrit par le Gouvernement Namibien et l'Agence de Coopération Internationale du Japon (JICA), le plan indique qu'une bonne infrastructure et la position géographique de la Namibie offre au pays un énorme potentiel pour devenir un centre international de distribution et logistiques en Afrique australe.

Il recommande également que la Namibie doit présenter ses arguments de vente qui jouent en sa faveur comparé à d'autres points d'entrée bien établis.

"Les prix ne peuvent pas dépasser le tiers des tarifs de la Ville du Cap ou Durban. C'est l'unique facteur le plus important pour attirer les affaires de logistiques; des tarifs fonciers

relativement élevés boycotteraient tout autres facteurs d'attraction," lit-on dans une partie du plan.

La Namibie progresse déjà pour s'établir en tant que centre régional. Par exemple, un nouveau terminal de conteneurs au Port de Walvis Bay sera complètement opérationnel d'ici 2018.

L'objectif est d'augmenter la capacité de traitement du port. Le volume de cargo est supposé augmenter au cours des prochaines années selon une récente évaluation.

Par exemple, TransNamib et JICA estiment que le volume futur de cargo transporté par chemin de fer pourrait atteindre les 4,8 millions de tonnes d'ici 2020 comparé aux 4,9 millions de tonnes en 2025 basés sur les prévisions de volume de futur cargo et au rapport fractionné modal en cours. *The Namibian* □

Zambie, Zimbabwe projettent de réhabiliter le barrage de Kariba

LA ZAMBIE et le Zimbabwe ont obtenu US\$275 millions en prêts et subventions afin de réhabiliter l'énorme Barrage de Kariba producteur d'énergie à la frontière des deux pays.

La subvention est survenue après des avertissements que le mur haut de 128 mètres vieillit et a besoin de réparation.

Il est prévu que l'Union Européenne apporte la plus grosse portion de US\$100 millions, tandis que la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement participeront avec US\$75 millions en prêts. La Suède allouera US\$25 millions

La réhabilitation du barrage est supposée coûter US\$300 millions, et les deux pays ont convenu de payer la différence.

Le Barrage de Kariba est l'un des plus grand au monde, produisant plus de 1 300 megawatts d'hydroélectricité pour les deux pays. □

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI

SADC AUJOURD'HUI
est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
Munetsi Madakufamba

COMITÉ DE RÉDACTION
Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Admire Ndhlovu, Phyllis Johnson, Danai Majaha, Anesu Ngadya, Anisha Madanhi, Tanaka Chitsa, Nyarai Kampilipi

CONSEILLER À LA RÉDACTION

TRADUCTION
Marie-Laure EDM

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Énergie des Partenaires Coopérants internationaux co-présidé par l'Autriche.

© SADC, SARDC, 2015

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya

PHOTOS AND ILLUSTRATIONS
P1 waterearth.org.co, work.chron.com, noveltdiamonds.com;
P2 en.starafrica.com, zncc.co.org, img.timeinc.com, www.au.int;
P4 uhuruspirit.org, thegide.com, matrix.genesis.com;
P5 zambezipress.com, mwwebantu.com;
P6 nationalgeographic.com, africanarguments.com; P7 esi-africa.com;
P8-9 gbcghana.com, thisisafrica.com.au; P10 ncc.gov;
P11 aid-abc.net, timeslive.com, defense.gov;
P12 nationalgeographic.com, mirror.co.uk, coloradomtn.edu; P13 iccvbo.org;
P16 Anders Johanssen, portaldeangola.com, PJohnson SARDC

Abonnez-vous aujourd'hui
SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
15 Downie Avenue, Belgavia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271
Adel: sadctoday@sardc.net

www.sardc.net
Connaissance pour le Développement

SARDC
Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe

Événements Février-Avril 2015

Février 17, Afrique du Sud	Commission Ministérielle de l'Organe La session délibèrera sur plusieurs questions portant sur la promotion de la paix et la sécurité dans la région de la SADC. La commission est composée de ministres responsables des affaires étrangères, de la défense, de la sécurité publique et de la sécurité de l'état des pays appartenant à l'Organe SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité.
22-23, Zimbabwe	Session du Groupe de Travail pour la Révision du RISDP SADC L'équipe de travail multi-intervenant se réunira afin de valider les contenus du RISDP Provisoire Actualisé 2015-2020 et la Structure d'Exécution Provisoire. L'équipe de travail se compose de représentants des États Membres, du Secrétariat SADC, d'institutions subsidiaires et affiliées à la SADC, d'institutions de recherche politique et d'experts indépendants.
24, Zimbabwe	Réunion des Experts SADC de l'Industrie et du Commerce Les experts des gouvernements des États Membres de la SADC convergeront à Harare afin de finaliser une feuille de route et une stratégie sur l'industrialisation de la région. Le résultat de la réunion alimentera une session de l'Équipe de Travail Ministérielle de la SADC sur l'Intégration Régionale prévue pour mars, également au Zimbabwe.
26-27, Botswana	Sessions du Groupe Thématique SADC sur l'Énergie Le Groupe Thématique sur l'Énergie est une réunion de coordination de partenaires coopérants, d'experts, de la SADC et de ses organisations subsidiaires afin de discuter des options pour aider la région à s'attaquer à ses obstacles.
28, Lesotho	Élections Générales du Lesotho Le peuple Basotho votera aux élections générales afin de choisir 80 membres des 120 membres de l'Assemblée Nationale. Les 40 autres parlementaires sont élus à partir d'une circonscription nationale utilisant la représentation proportionnelle sur liste de parti. Les élections ont été avancées de la date originale fixée à 2017 à la suite d'un accord par les intervenants politiques du pays.
Mars 5, Zimbabwe	Groupe de Travail Ministériel sur l'Intégration Régionale Les ministres responsables du commerce et de l'industrie, des finances, du planning économique et du développement de l'infrastructure dans la région de la SADC se réuniront afin de discuter d'une stratégie et d'une feuille de route pour l'industrialisation de la région. Cela fait suite à la décision du 34 ^{ème} Sommet de la SADC tenu aux Chutes Victoria, Zimbabwe qui a chargé le Secrétariat de développer une stratégie et un plan pratiques et applicables pour l'industrialisation dans la région.
6, Zimbabwe	Conseil des Ministres de la SADC Le Conseil des Ministres de la SADC est responsable du suivi et du contrôle des fonctions et du développement de la SADC, et de garantir que les politiques soient correctement appliquées pour l'avancement de l'intégration régionale.
26, Afrique du sud	38^{ème} Session du Comité de Direction du SAPP et 20^{ème} Anniversaire du SAPP La session aura lieu en présence des présidents directeurs généraux et des directeurs des 12 services publics membres du SAPP et pavera la voie vers l'atteinte de l'objectif d'intégration de la production régionale d'énergie et des réseaux de distribution. Elle fera un bilan de la situation actuelle de l'électricité dans la région.
Avril 15-16, Mozambique	l'Afrique Australe: TIC 2015 Le sommet rassemblera des responsables des orientations politiques, des régulateurs et des capitaines d'industrie pour partager la connaissance, la gestion de réseau et développer des stratégies sur les meilleures pratiques. La réunion portera sur le déploiement de solutions TIC pour améliorer la qualité de vie pour les citoyens de l'Afrique australe et les habiliter à exposer leurs connaissances et compétences.
30, Zimbabwe	Sommet Extraordinaire de la SADC sur l'Industrialisation Suite à l'appel des leaders de la SADC lors de leur Sommet en 2014 d'accorder précédence à l'industrialisation dans le programme d'intégration économique régionale, la région tiendra un sommet spécial pour discuter d'une structure pour le renforcement de la capacité industrielle en Afrique australe.
30, Tanzanie	Referendum Constitutionnel de la Tanzanie Les tanzaniens voteront dans un referendum afin de décider sur une nouvelle constitution qui remplacera celle de 1977. Entre autres clauses, la nouvelle constitution établit une limite sur le nombre de ministres de cabinet que peut nommer le président, introduit le principe de parité dans la représentation des sexes au parlement, et accorde aux femmes des droits de propriété foncière au même titre que les hommes.

3 Février, 4 Février

Dates à ne pas oublier et sur lesquelles méditer

Le Mozambique commémore la Journée des Héros

3 FÉVRIER, Journée des Héros au Mozambique pour commémorer la mort du fondateur et premier président du Front de Libération du Mozambique (Frelimo), Eduardo Mondlane.

Mondlane fut assassiné le 3 février 1969 par colis piégé envoyé par la police de sécurité portugaise qui lui a été remis à Dar es Salaam, Tanzanie. Chaque année au Mozambique, la date est commémorée comme Journée des Héros.

Le jour férié s'est développé pour honorer les vies de soldats tombés, hommes et femmes qui ont bravement lutté pour l'indépendance de leur pays en 1975 et ceux qui ont contribué au développement du Mozambique post-indépendance.

La journée est un congé public célébré avec des parades et les discours de groupes politiques variés dans le but de soutenir l'égalité de tous les citoyens mozambicains.

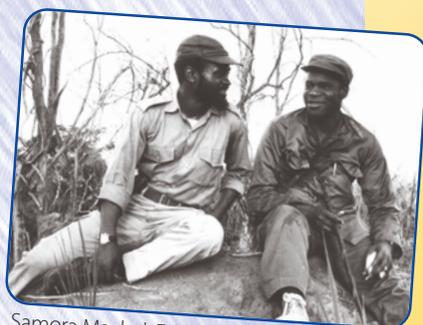
La principale célébration a lieu sur la Place des Héros près de l'aéroport international à Maputo.

Au centre de la place, un monument de marbre blanc en forme d'étoile est érigé, où Mondlane est enterré, ainsi que le premier Président du pays, Samora Machel et d'autres héros de la lutte pour la libération.

Les célébrations de 2015 étaient les premières à être conduite par le Président récemment élu, Filipe Nyusi, né trois ans avant que le Frelimo n'émerge de trois autres mouvements en 1962, il a été élevé dans le mouvement de libération nationale qui a gagné l'indépendance du joug colonial portugais.

La Tanzanie a fourni un abris pour les réfugiés mozambicains et une base de retrait pour les guerilleros du Frelimo, comprenant formation et équipement ainsi qu'un lieu d'accueil pour le Comité de Libération de l'Organisation de l'Unité Africaine.

Nyusi a invité tous les mozambicains à chérir l'héritage de Mondlane et des autres qui ont sacrifié leurs vies pour un Mozambique indépendant et souverain. □



Samora Machel, Eduardo Mondlane



L'Angola se souvient du début de la lutte armée

LE 4 FÉVRIER est une date importante dans l'histoire de l'Angola, et est commémorée en tant que début de la lutte armée pour la libération nationale du Portugal. C'est un arrêt historique important de la lutte africaine contre la colonisation qui a éventuellement mené à l'indépendance de l'Angola le 11 novembre 1975.



Agostinho Neto

A l'aube du 4 février 1961, un groupe d'hommes et de femmes armés de batons, de machettes et autres armes attaquèrent les prisons de São Paulo et de Casa da Reclusão à Luanda afin de libérer les prisonniers qui étaient condamnés à mort par le régime colonial.

La réponse fut brutale avec une action répressive à travers le pays. Les arrestations, tortures et meurtres de cette période ont incité quelques nationalistes, tels que le Président fondateur de l'Angola Dr Agostinho Neto, à organiser la lutte pour la libération.

Son parti, le Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola (MPLA), fut instauré en 1956 avec pour objectif : libérer l'Angola de la répression.

Le MPLA a appelé à la résistance contre le pouvoir colonial et à l'indépendance pour le pays et a oeuvré vers cet objectif pendant les vingt années suivantes.

JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC

Février - Avril 2015

1 Février	Journée de l'Abolition de l'Esclavage	Île Maurice
3 Février	<i>Thaiposam Cavadee</i>	Île Maurice
3 Février	Journée des Héros	Mozambique
4 Février	Journée Nationale de la Lutte Armée	Angola
16 Février	Carnaval	Angola
17 Février	<i>Maha Shivaratree</i>	Île Maurice
19 Février	Festival du Printemps Chinois	Île Maurice
3 Mars	Journée des Martyrs	Malawi
8 Mars	Journée de la Femme	Angola, Zambie
11 Mars	Journée Moshoeshoe	Lesotho
12 Mars	Journée Nationale	Île Maurice
	Journée de la Jeunesse	Zambie
21 Mars	Journée de l'Indépendance	Namibie
	Journée des Droits de l'homme	Afrique du Sud
	<i>Ougadi</i>	Île Maurice
29 Mars	Journée des Martyrs	Madagascar
3 Avril	Vendredi de Pâques	Angola, Botswana, Lesotho, Madagascar, Malawi, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe
4 Avril	Samedi de Pâques/Saint	Les Seychelles, Zambie
4 Avril	Journée de la Paix et de la Réconciliation	Angola
	Journée de la Femme	Mozambique
6 Avril	Lundi de Pâques	Botswana, Lesotho, Madagascar, Malawi, Namibie, Les Seychelles, Afrique du Sud, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe
7 Avril	Journée <i>Sheik Abeid Karume</i>	Tanzanie
18 Avril	Journée de l'Indépendance	Zimbabwe
19 Avril	Anniversaire du Roi	Swaziland
25 Avril	Journée Nationale du Drapeau	Swaziland
26 Avril	Journée de l'Union	Tanzanie
27 Avril	Journée de la Liberté	Afrique du Sud

Un avenir partagé au sein d'une communauté régionale